

NICOLAS PASTUR - ELU LOCAL DE 2008 À 2020

LA POLITIQUE DES CAVERNES



Manifeste pour l'intérêt général

La trahison de Valérie PECRESSE, mon quotidien surprenant de Maire Adjoint ou des propositions environnementales, je vous présente ma vision de l'intérêt général. Un pamphlet contre le cynisme, un manifeste pour une politique efficace, celle de la raison.

Table des matières

Introduction à l'intérêt général.....	2
Une démocratie terne.....	5
Une grande « cratie » implique de grandes responsabilités	5
Compétence et relationnel.....	6
Le goût du pouvoir.	7
Quelle différence y a-t-il entre le bon et le mauvais candidat ?	10
Une abstention tous azimuts.....	12
Des dogmatiques	21
Idéologies : des cavernes en puissance	21
2024 : On brise les chaînes ?	27
Budget : le nerf de la démagogie.....	28
Une boussole républicaine.....	34
Utiliser notre héritage républicain	34
Le Revenu Républicain.....	38
L'Éducation de la République	41
Associations, des artères qui irriguent les villes.....	44
Le dérèglement climatique, une aubaine pour les politiciens des cavernes.....	46
La décroissance, un choix de vie mais pas une solution	47
Le développement durable, pour rallumer les Lumières	49
Alors, prêt pour l'intérêt général ?.....	62
Budget de l'intérêt général.....	66

Introduction à l'intérêt général

En 2024...

Voici déjà une nouvelle édition de cet essai. Je m'y suis attelé car elle m'a semblé nécessaire et possible. Nécessaire, car les suffrages européens et législatifs de 2024 méritent une analyse. Possible, car depuis la dernière écriture un nouvel outil a vu le jour, ChatGpt. Cet ouvrage promeut avant tout le pragmatisme. Il aurait été prétentieux de se priver d'un tel outil qui a permis d'effectuer de nouvelles recherches et analyses. Ces dernières étaient auparavant impossibles car elles auraient nécessité une pléiade d'assistant dans je ne dispose pas. Voici donc une version à la fois actualisée et plus précise.

L'interdiction de parler politique au diner de Noël atteste que dans les partis ou nos foyers, le dogmatisme fragmente la France. Conscient des dangers de cet endoctrinement, je lui préfère le pragmatisme, qui impose sans des responsabilités et prise de risques politiques afin d'optimiser l'intérêt général. J'entends par intérêt général, ce qui sert le plus grand nombre possible de citoyens, à long terme. Si ce dernier s'avère ambitieux et nécessite une vision sociétale de chacun, il semblerait logique d'étudier la politique à minima en vue de son propre intérêt, de façon rationnelle.

Le concept de politique des cavernes renvoie à l'allégorie de Platon dans [le Livre VII de La République](#)². Mes connaissances philosophiques se limitent à l'enseignement de mon année de terminale. Je n'abuserai pas de la matière. Dans la caverne, des hommes attachés et ne discernant que leur propre ombre ne peuvent voir le soleil. Quiconque pénétrerait sous terre pour leur annoncer son existence serait pris pour un mythomane. De même, sortir de cette cavité nécessite et se diriger vers la caverne nécessite un grand courage. Les idéologies politiques jouent ce rôle de caverne, enfermant et aveuglant le citoyen.

J'ai grandi dans un foyer communiste, ai fréquenté un lycée public « huppé » avant de passer mon DEUG dans une université de Saint-Denis issue de la pensée de Mai 68. J'ai fini mes études à la faculté De Paris II Panthéon Assas, souvent associée au GUD, groupe d'extrême droite. Ma carrière a débuté au sein d'une filiale de la Ligue de l'Enseignement, porteuse de l'éducation populaire. Je suis aujourd'hui gérant d'une TPE du bâtiment. Malgré plusieurs propositions, je ne me suis jamais « encarté ». Cela prémunit des replis au sein d'un clan qui considère toute autre façon de penser comme insupportable... On nomme certains de ces groupes « partis » ou « mouvements », mais ils peuvent s'organiser de façons moins formelles.

LA POLITIQUE DES CAVERNES

Le hasard et un impérieux besoin de diminuer la moyenne d'âge d'une liste électorale m'ont permis de devenir conseiller municipal à Louvres à 25 ans, puis Maire Adjoint. Je m'implique aujourd'hui dans la vie de ma commune d'accueil, Pierrelaye. Ce que vous lirez se nourrit de cette vie politique, du témoignage d'autres élus ; d'agents de collectivités et tout simplement de mon vécu. Si certains se croient à l'origine d'exemples parfois drôles ou attristants, ils auront probablement raison. Il ne s'agit pas de les viser mais d'illustrer des pratiques répandues. Ce texte promeut la recherche de l'intérêt général plutôt que l'endoctrinement. Il démontre qu'une gestion rationnelle de la cité ouvre un éventail de possibilités, alors que le dogmatisme entraîne un cercle vicieux. J'ai essayé d'appliquer les mêmes principes à sa rédaction.

Vous parcourrez des sujets allant de l'exemple local à des propositions européennes. Cela démontre que les opportunités et les freins à l'intérêt général se retrouvent à tous les échelons, et qu'ils dépendent surtout de l'état d'esprit.

Vous trouverez en ligne une version plus exhaustive permettant d'accéder à une argumentation plus fournie sur certains sujets, des exemples supplémentaires et qui pourra évoluer au fil des réflexions.

Rendez-vous [ici](#)

Ou scannez ce QR CODE :



Une démocratie terne

Une grande « cratie » implique de grandes responsabilités

Nous jugeons sévèrement nos élus. L'étude de SciencesPo 2009-2019 : la crise de la confiance politique confirme que « la méfiance et le dégoût l'emportent largement dans le rapport à la politique ». Citer Spiderman en titre prend-il de la légitimité avec du grec ? Pas certain, mais si j'obtiens le même buzz que Marlène SCHIAPPA, je prends ! Rappelons que « démocratie » signifie le pouvoir du peuple. Contrairement aux fantasmes de complotistes, en France, les citoyens disposent bien du pouvoir.

Lorsque nous critiquons nos élus, rappelons-nous que nous les avons choisis. Si ce choix souffre dès le dépôt du bulletin dans l'urne de légèreté, comment atteindre l'intérêt général une fois le goût du pouvoir en bouche et le poids des responsabilités sur les épaules ?

J'ai moi-même simplement été élu par mes concitoyens. J'ai ressenti le poids des décisions lorsque lors de ma première commission finance, j'ai émis une proposition qui fut retenue puis entérinée en Conseil Municipal. J'ai alors compris que la population avait remis, en même temps que le bulletin dans l'urne, son avenir entre mes mains : un choix fondamental. Je regrette entendre

LA POLITIQUE DES CAVERNES

dire avoir voté pour le président de la République parce qu'il est jeune. A Louvres, quel étonnement de lire sur les réseaux sociaux que le candidat à la municipalité devient soudainement l'idylle parce qu'il « fait du vélo » et que « c'est sympa ». Cela bien que sa présence en Conseil Municipal au cours du mandat fut inférieure à mont temps passé en cours de philosophie. A Pierrelaye, comment justifier le vote pour un candidat sans programme, seulement parce qu'il est en place depuis longtemps ?

Compétence et relationnel...

Qui ne commet jamais d'erreurs professionnelles ? Imaginez travailler sous l'œil attentif non pas de votre n +1, mais d'innombrables d'électeurs qui vous scrutent continuellement. Ajoutez, en plus de votre cher collègue de bureau prêt à vous dénigrer, une opposition dont la finalité tient à vous déstabiliser. Voilà le contexte des élus. Les fautes de gestion sont plus souvent liées à l'incompétence, à la survenance d'erreurs, plutôt qu'à de la malveillance. Le principal reproche ne peut porter que sur la volonté d'occulter cette erreur. La question des masques anti-covid inutiles lorsqu'on en manquait mais indispensables quand nous pouvions y accéder en constitue un exemple.

Les relations humaines tiennent une place sous-estimée dans notre jugement sur l'action des politiciens. Là où nous ne voyons

Une démocratie terne

que cynisme, nombre de projets n'émergent jamais du fait d'antagonisme personnels.

Je me remémore cette très courte réunion de bureau municipal, instance qui réunit le Maire et ses adjoints. Vexée par les propos d'une collègue, l'une des adjointes décide dès son arrivée de claquer la porte ! Soit. Après tout, pourquoi n'y aurait-il qu'elle qui montre son mécontentement ? Voilà une deuxième élue qui plie bagage ! Agacé par cette brouille, le Maire décide que puisqu'il en est ainsi, lui aussi, il rentrera plus tôt ! Quelle hécatombe alors que j'ouvrais à peine ma sacoche ! Au-delà du comique de la scène, j'ai dû reporter la présentation de dossiers importants. Une catastrophe lorsque l'on connaît la lenteur des rythmes politiques et administratifs.

Oui, les personnes pour lesquelles vous votez sont des Hommes, avec leurs compétences et leur caractère. Choisissez les bien !

Le goût du pouvoir.

Comment expliquer des campagnes électorales délétères dans des bourgades où le vainqueur remportera surtout un joli lot d'ennuis ? Par l'envie de compter ! Puisque l'on tient à son petit pouvoir, il faut éviter toute perturbation qui risquerait de nous en éjecter. De nombreux élus préfèrent la sécurité électorale à l'action au profit de l'intérêt général. Les concernés montrent une prudence

LA POLITIQUE DES CAVERNES

inégalée et s'opposent à toute démarche trop ambitieuse. Les objections se traduisent par de tristes « on n'a jamais fait ça ici auparavant », « c'est compliqué », « est-ce qu'on n'est pas trop ambitieux pour une première ». J'ai constaté les effets dévastateurs de cet état d'esprit. Au lieu de rechercher l'efficacité, certains élus se tétanisent à l'idée qu'initier une démarche engendre une part de risque qui pourrait leur nuire.

Mon souvenir le plus ridicule en la matière tient dans l'intégration d'une rubrique « Etat civil » dans le journal communal, souhaité par les membres de ma commission. J'ai abordé cette décision peu stratégique en Bureau Municipal. Quelle surprise d'entendre que ça ne se faisait pas à Louvres, que la mise en œuvre posait des difficultés ou que nous devions nous prémunir contre les risques juridiques. Tout cela pour une page présente dans la plupart des bulletins municipaux. Il fallut près de deux ans pour enfin publier ces lignes si appréciées de la population.

Ce manifeste dresse un portrait sévère des élus. J'ai une pensée pour ceux que j'ai côtoyés au cours de ces 12 ans et qui ont montré nombre de qualités. Je pense, par exemple, à notre premier adjoint, capable d'ensevelir sa table de salle à manger sous des dossiers techniques de plusieurs centaines de pages. Ouvrages au sein desquels il identifiait la petite ligne fatidique du bat. Je pense à Alain CLAUDE. Mon ami et collègue Maire Adjoint avec qui nous

avons partagé nos meilleures engueulades. Il tînt sa place jusqu'au dernier jour de mandat, au sein d'un Bureau de Vote. Il y fut fatalement contaminé par la première vague de COVID. Notre dernier échange se déroula à la fin d'un Conseil Municipal au cours duquel nous avons voté de façon bien opposée. A l'issue de cette réunion, il m'approcha et me dit « Alors, quand est-ce que tu passes prendre un verre ? ». Voici un vrai exemple d'opposition politique dénouée de ressentiments. Je pourrai poursuivre la liste de ces personnes, y compris dans d'autres instances telles que le Conseil Départemental avec Antony ARCIERO et Isabelle RUSIN, ou le Maire de Marly la Ville. Je considère également que nous avons globalement réalisé un bon mandat à Louvres. J'aurais souhaité qu'il soit efficient.

Si j'ai opté pour le volontarisme jusqu'à la fin de mon mandat, je ne le lie pas à un altruisme inné. J'ai rapidement su que je ne me représenterai pas. J'étais donc libre de jouer pleinement mon rôle. J'estime par conséquent qu'il convient de soulager de l'angoisse d'une éventuelle non-réélection les personnes au pouvoir pour les inciter au dynamisme, et donc de limiter le nombre de candidatures.

Aux dirigeants qui jouent la montre, je rappelle que le meilleur moyen de conserver son siège réside dans la réalisation d'un mandat de qualité. Une population admettra une erreur si leur

LA POLITIQUE DES CAVERNES

action s'oriente vers l'intérêt général. Les administrés pardonneront d'autant plus facilement si la bévue est reconnue et expliquée.

Quelle différence y a-t-il entre le bon et le mauvais candidat ?

La mise en œuvre d'un programme, surtout municipal, relève de l'anecdote. Les candidats en place se limitent généralement à inscrire des mesures dont ils sont certains de la faisabilité, voire déjà largement engagées. A contrario, les listes d'opposition promettent monts et merveilles. Mais un élu doit surtout quotidiennement gérer des problèmes imprévisibles. L'unique manière d'anticiper ses réactions tient dans la connaissance de sa façon de voir les choses. Le dédain pour la chose publique provient notamment du manque d'enthousiasme engendré par des politiciens dénoués de vision. « Je suis le dernier des grands présidents, après moi il n'y aura plus que des financiers et des comptables » disait François MITTERAND. Le devoir d'inventaire ne constituant pas le sujet de cet ouvrage, laissons-le à ce qui reste du Parti Socialiste. En revanche, on peut aujourd'hui considérer qu'il n'avait pas complètement tort sur la seconde partie de sa déclaration.

Une démocratie terne

Les candidats sortants considèrent qu'un bon bilan ne joue qu'un rôle minime pour une réélection. A l'inverse, de mauvais résultats n'empêchent rien ! Cela ne signifie-t-il pas que les citoyens observent tout autre chose que les faits ? Si ces lignes vous incitent à voter rationnellement, dans le sens de l'intérêt général, voici quelques clés pour vous y aider. S'y retrouver parmi les professions de foi relève de la chasse au trésor.

Je tiens la première astuce de l'un de mes mentors politiques, Monsieur Guy MESSAGER qui vous invite à interroger le candidat.

Comment voyez-vous notre ville dans 15 ans ? Si la réponse débute par « Euh....alors je vous remercie de me poser cette question et je vais m'empresse d'y répondre, auparavant.... », et qu'il écarquille les yeux, alors ce candidat recherche le pouvoir sans se soucier de l'avenir de votre commune. Il doit vous décrire les évolutions en matière d'urbanisme, les modes de circulation, comment la vie associative intégrera les nouveaux arrivants en cas de développement urbain, d'où proviendront les ressources financières, la position de votre commune par rapport aux villes avoisinantes et le rôle politique au sein de l'intercommunalité. Ces thématiques doivent former un ensemble cohérent dans l'esprit d'un candidat. Quand bien même disposerait il de cette vision, tout ne se déroulerait pas comme prévu en quinze ans. Mais votre

LA POLITIQUE DES CAVERNES

candidat saurait où il veut vous emmener. L'état d'esprit d'un prétendant aux responsabilités impacteront fortement votre quotidien.

Autre suggestion : vous pouvez cerner le sérieux d'un candidat en comparant ses propositions au budget. De la légèreté sur cette question pourrait se faire douloureusement sentir au moment de la réception des avis d'impôts locaux ou engendrer de graves désillusions. Certains sites comme <https://www.decomptes-publics.fr/> proposent des synthèses et surtout des comparaisons avec la moyenne de la strate de votre commune. Des informations utiles pour juger le candidat « sortant ». Par exemple, si les dépenses en personnel dépassent celles des villes semblables, mais que vous n'y trouvez pas de qualité de vie supérieure, cela pourrait vous questionner.

Une abstention tous azimuts

L'abstention provient de nombreux phénomènes qui mériteraient à eux seuls un ouvrage. Une rapide catégorisation permet d'identifier deux grands types d'abstentionnistes :

Les convaincus : le refus de voter exprime leur rejet de notre pacte social. On retrouve chez eux des idées proches du « tous pourris les politiques ». Une démarche qui devient moralement

Une démocratie terne

fragile quand ces abstentionnistes manifestent pour obtenir dans la rue, aux dépens des votants, ce qu'ils n'ont pas sollicité dans les urnes.

L'autre catégorie d'abstentionnistes regroupe les déçus de la politique, les citoyens considérant les suffrages inutiles, les votants occasionnels sans candidat répondant à leurs espérances, les « non concernés », les promeneurs du dimanche.

Un dénominateur commun les réunit : pour chacune de leur motivation, une évolution démocratique les attirerait vers les isolements. Cette remise en cause du fonctionnement politique date. Avec une belle unanimité les soirs d'élection, du Maire au Président de la République, les responsables constatent « qu'il faudra tirer les conséquences de ce qui est un échec pour la démocratie ». Une rengaine qui reste toujours sans suite. Au contraire, le doute créé par ce défaut d'électeurs renforce l'attentisme. Pourtant, plus on dénombre de votants, plus le programme vainqueur répond aux attentes d'une majorité de citoyens. Il convient de tout mettre en œuvre pour lutter contre l'abstention.

Personnaliser la démocratie

Le renforcement de la démocratie locale fournira un levier majeur pour améliorer la participation. La proximité des habitants avec les décisions permettra de redonner du sens à la politique de

LA POLITIQUE DES CAVERNES

manière générale, chacun voyant les impacts des mesures sur son cadre de vie.

A Louvres, j'ai organisé une commission de toponymie, qui consiste à baptiser des rues, bâtiments et lieux publics. Les riverains, connaisseurs privilégiés de leur environnement, trouvent des solutions, en l'occurrence des noms plus adaptés. Ainsi furent baptisés la crèche « L'arche des Bambins » et le groupe scolaire «Universalis». Une fois la mesure mise en place, puisqu'elle vient de la population, elle permet un meilleur sentiment d'appartenance à sa ville.

Quelques idées :

- Votes en ligne sur des questions de quartier.
- Allocation à des conseils de quartier formellement constitués d'un budget annuel dont ils disposeront à leur guise sur des thématiques prédéfinies.

Les Députés pourraient aussi rapprocher le processus législatif de leurs concitoyens. Chacun solliciterait auprès de la population des propositions sur une thématique précise. Après une pré-sélection, le choix de la proposition à présenter s'effectuera par les administrés. Il s'agit, de plus, d'un moyen de lutter contre les effets néfastes de l'interdiction du cumul de mandats de Député-

Une démocratie terne

Maire qui éloigne le législateur du terrain. Voici de quoi redonner espoir aux déçus de la politique.

Actualiser la démocratie

Lors des réunions de riverains, on retrouve davantage d'élus ou de techniciens que d'administrés. Le quotidien des occidentaux tient désormais sur un écran d'environ 0.01 m². On peut tout réaliser de chez soi, même pour suivre la Messe... Le Curé de Pierrelaye, Thierry Louis Lacombez, désormais célèbre TikToker, regroupe plus de 22 000 abonnés sur son compte. Chaque jour, il porte « la bonne parole » en ligne à un nombre bien plus important de fidèles, voire de curieux, que s'il se contentait d'ouvrir les portes de sa paroisse. La démarche du Curé concerne une institution séculaire qui peine à mobiliser. Des problématiques identiques à celle de notre vie démocratique. Quelque jugement que l'on porte sur ce mode de vie sédentaire, seule la vie publique échappe à ce processus. La démocratie vient en rupture avec tous les autres aspects de la société. Là où tout se réalise en quelques clics, pour voter nous devons nous déplacer, choisir parmi une multitude de papiers en équilibre sur une table, tirer le rideau pour se cacher, jouer aux origamis avec des feuilles trop grandes pour les enveloppes, faire tamponner sa carte, signer à travers une règle et espérer que l'enveloppe tombe correctement. Ce qui

LA POLITIQUE DES CAVERNES

semblait auparavant une banalité devient anachronique. Il convient d'organiser au plus vite le vote en ligne, doublé d'un vote électronique en bureau pendant quelques années. Au-delà de la question pratique qui améliorera la participation, il ôtera au processus son aspect hors du temps. Le système devra se montrer suffisamment sécurisé et ergonomique dès la première édition pour inspirer la confiance. L'Estonie, pionnière en la matière, a mis en place un double mécanisme, permettant à l'électeur en ligne, s'il a l'impression d'une mauvaise prise en compte de son vote sur internet, de se rendre dans un bureau pour utiliser une machine électronique. Cette démarche sied parfaitement à notre pays car à défaut d'assurer une inviolabilité à 100 %, l'intelligence artificielle et l'informatique quantique garantissent l'identification de la moindre tentative frauduleuse. Comme nous le verrons par la suite, la France dispose de compétences de pointe dans ces domaines.

Il faut trouver un autre format pour les réunions publiques. Il paraîtrait intéressant, au niveau municipal, de consacrer un temps à la réponse aux questions posées en ligne par des administrés lors de chaque conseil. Cette modernisation technique peut susciter l'intérêt des non concernés et faciliter logistiquement la participation des promeneurs du dimanche.

Un millefeuille plutôt indigeste.

Beaucoup d'encre a coulé sur notre millefeuille français et ses couches politiques et administratives. La multiplicité des organes floute les rôles de chaque entité. Que dire des compétences partagées entre plusieurs instances ? Par exemple, les locaux et les équipements des écoles primaires relèvent des communes mais celui des collèges du Conseil Départemental. Dans tous les cas, la gestion du personnel éducatif revient à une troisième entité : l'éducation nationale. Une autre forme de confusion nécessite parfois des explications. Il s'agit de la différence entre les fonctionnaires territoriaux, parfois en contact régulier avec la population, et les élus. Il convient d'améliorer la lisibilité du rôle de chaque institution. Savoir pour quoi, en plus de « pour qui » l'on vote encourage la démarche. Il faudra améliorer la transparence en la matière. La réduction du nombre de strates réduira le sentiment de routine électorale quand les scrutins se succèdent, et facilitera la lisibilité. Il semble pertinent d'affecter à une seule institution la compétence relative à une même thématique. La pédagogie doit commencer dès l'école. Elle peut être rappelée par des spots dépolitisés communiquant sur le rôle des instances à renouveler.

LA POLITIQUE DES CAVERNES

L'importance négligée des coopérations internationales.

Souvent orientés par les politiciens qui se dédouanent de leurs échecs sur les instances de l'Union Européenne, quitte à favoriser l'abstention, nous oublions parfois quelques fondamentaux sur les relations internationales. Rappelons quelques vérités simples, historiques ou économique :

- L'Union européenne fut initiée en tant que (CECA) Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier pour éviter des conflits tels que les deux guerres mondiales. Des décennies plus tard, malgré des péripéties à répétition, le bilan en la matière semble plus que satisfaisant.
- Les efforts avec les pays en voie de développement n'ont rien d'un naïf altruisme. Le meilleur moyen de limiter l'immigration, facteur de dérèglements lorsqu'elle s'avère non maîtrisée, consiste à permettre aux migrants de rester chez eux dans de bonnes conditions. D'autres nations comme la Chine identifient également le potentiel économique de cette démarche.
- En matière de développement durable, porter des projets de taxe carbone en aval étendue, et de taxes vertes tient de l'illusion si cela ne s'opère pas dans un cadre européen renforcé face aux grands pays pollueurs.
- Tout récemment, seul l'accord d'emprunt commun avec l'Allemagne permit au gouvernement de financer les

nombreux dispositifs en vue d'amortir le choc économique généré par la crise sanitaire.

Retrouvez la comparaison avec « le Maire et l'intercommunalité » dans le menu de droite en cliquant [ici](#)

Ou sur ce QR CODE



Le rappel de ces éléments doit nuancer le populisme encouragé par certains politiciens qui utilisent souvent les relations internationales comme des boucs émissaires. Une telle irresponsabilité contribue à l'abstention.

Reste la question des déçus. Montrer du bon sens au moment des élections nous prémunit de déceptions. Nous pouvons nous étonner lorsque parmi plusieurs candidats, l'un d'entre eux promet faste et qualité de service, alors que les autres se montrent plus prudents. Il faut respecter la démarche du plus ambitieux, peut-être se trouve-t-il en mesure de proposer des solutions. Toutefois, cela mérite une observation attentive. Dans le cas contraire, toute

LA POLITIQUE DES CAVERNES

déception sur d'éventuelles promesses non tenues relèverait de la naïveté.

Trop de jeux, pas assez d'enjeux

Le jeu politique, celui des alliances de circonstances, des coups tactiques et des promesses électorales sans lendemain, de ce que nous évoquons dans « le goût du pouvoir » a contribué à l'érosion de la confiance des citoyens dans leurs représentants. L'opportunisme de certains acteurs politiques, soucieux de préserver leurs positions plutôt que de faire avancer des projets ou mesures impactants, n'ont fait que renforcer ce sentiment de déconnexion. Ce climat de défiance a nourri l'abstention, surtout lorsqu'aucun enjeu palpable n'est perçu par les électeurs.

Nous devons certainement le regain de participation aux suffrages de 2024 à cette catégorie. Certains partis, extrémistes et jusque-là hors d'atteinte du pouvoir, s'en sont rapprochés. Cela a incité leurs sympathisants à se mobiliser, espérant le grand jour, et les changements promis, enfin arrivés. À l'inverse, les citoyens modérés se sont mobilisés pour éviter les dangers liés à l'arrivée des extrémistes au pouvoir.

Des dogmatiques

Cela illustre une évidence : des programmes avec une vision affirmée et audacieuse, potentiellement novatrice, permettront d'améliorer la participation citoyenne.

Si aucune de ces pistes n'incite les abstentionnistes à retrouver le chemin des urnes car ils ne font « plus confiance aux personnes en place depuis trop longtemps », il reste une solution, l'essence de la démocratie, s'engager en politique. Si l'expression inquiète, on peut la remplacer par « s'impliquer pour sa ville, pour son département ou pour son pays ». Ce milieu accueille à bras ouvert les nouveaux arrivants, surtout au niveau local. Il ne reste ensuite plus qu'à faire ses preuves, auprès de ses pairs, mais surtout des administrés.

Des dogmatiques

Idéologies : des cavernes en puissance

Il est affligeant d'arrivisme de récupérer le mouvement des gilets jaunes, lancé par une population en difficulté, pour en faire une effigie des causes socialistes, écologistes, féministes, parfois nationalistes voire anti-vaccinales. D'autres exemples illustrent comment, enfermés dans leur dogme, certains vont au bout de l'hypocrisie. Le paroxysme résida dans le refus par les membres de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire,

LA POLITIQUE DES CAVERNES

censés défendre les plus pauvres, de voter la taxe Tobin en 2002. Ces deux groupes marxistes décidèrent de priver les démunis d'une manne issue des mouvements de capitaux pour marquer leur rejet global du libéralisme. Dix-neuf ans plus tard Arlette Laguiller et Olivier Besancenot attendent toujours le grand soir, pendant que les personnes en situation précaire doivent se poser des questions sur l'intérêt du vote. Pour se rapprocher de certaines « traditions familiales », le 20 octobre 2021 François HOLLANDE déclara "Je suis socialiste, je voterai socialiste, donc Anne Hidalgo." Je me pose deux questions : 1 : Où est la recherche d'intérêt général pour notre pays ? 2 : Au bout de combien de votes socialistes gagne-t-on un Pin's? Toutes les « familles politiques » souffrent de cette subjectivité. Dans certains foyers, les votes s'effectuent sous forme de legs générationnels ; comme on supporte le même club de foot de père en fils, sans Raison. Puisque les propositions passent au second plan, comment espérer une amélioration ? Pire, comment réunir une nation vers un objectif commun ? Personne ne fixera cet objectif, on se demandera si l'archer est Socialiste, Républicain, En Marche, féministe, écologiste.. et s'il ne pense pas comme moi, pourvu qu'il rate, tant pis pour le pays !

Les idéologie et théories devraient constituer des outils pour solutionner les difficultés. Malheureusement, nous assistons à une

Des dogmatiques

inversion de la démarche. Nous employons l'actualité, quitte à la déformer, pour prouver que notre doctrine préférée reste la meilleure. L'hypocrisie politique creuse la tombe de l'intérêt général. Si vous désirez planter un clou et que vous disposez d'un marteau tout va bien. Mais, ne serait-il pas stupide, puisque vous disposez d'un marteau, de l'employer à tout va ? De le sortir pour laver la vaisselle ou installer une mise à jour sur votre téléphone portable ? N'y a-t-il pas d'autres méthodes plus pertinentes ? Comme le marteau, les théories sont des moyens pour atteindre l'intérêt général et non pas des fins.

Durant mon mandat, on m'a reproché de ne pas avoir l'esprit d'équipe car mes positions divergeaient de la volonté du Maire. Non pas parce que la suggestion risquait de nuire aux administrés, mais parce qu'elle l'embarrassait par rapport à Valérie PECRESSE, prise en flagrant délit de mensonge écrit.

Empruntant les transports en commun depuis mon adolescence, l'amélioration du RER D constitua mon cheval de bataille. À l'occasion des élections régionales de 2015, nous avons transmis une lettre ouverte à l'ensemble des candidats car la gestion des transports revient à la région. Nous y proposons des solutions et indiquions que nous diffuserions les réponses des candidats. Nous avertissions que nous veillerions à la concrétisation des

LA POLITIQUE DES CAVERNES

engagements. Nous obtînmes des réponses de la plupart des concurrents, y compris Valérie PECRESSE. Elle nous écrivait :

« Les propositions que vous évoquez pour remédier à cette situation dégradée consistant à réaliser un quai de retournement en gare de Survilliers-Fosses et à étudier l'arrêt de certains TER Picardie à Survilliers-Fosses et/ou Louvres ont retenu mon plus vif intérêt d'autant que ce type de solutions est actuellement envisagé ou même déjà mis en œuvre sur d'autres lignes franciliennes. **Je déplore d'ailleurs que ces mesures n'aient pas été engagées beaucoup plus tôt par l'équipe régionale sortante ce qui aurait permis de faciliter la vie quotidienne des usagers dans votre secteur de l'Ile-de-France.** » et ajoutait « J'ai toujours eu à cœur d'appréhender les choses avec pragmatisme. Si les électeurs m'apportent leur confiance en décembre prochain, **soyez assuré que je ferai étudier vos propositions dans les meilleurs délais.** »

Malgré plusieurs mois de patience, aucune étude ne se profila jamais. La situation ne nous surprit pas puisque nous avions averti du suivi des suites données. L'opportunité de Valérie PECRESSE

Des dogmatiques

éclata au grand jour avec l'évolution de son soutien à François FILLON, puis à Alain JUPPÉ, puis re à François FILLON au gré des sondages de la primaire 2017. L'imprévu tînt dans le refus du Maire, soutien affiché aux Républicains, à révéler la trahison. Jamais, il ne voulut communiquer sur le retournement de veste de Valérie PECRESSE. Cela condamnait notre démarche. Le sujet constituant ma priorité en termes de transports, conserver cette délégation perdait tout sens. Je l'ai rendue à Monsieur le Maire. Aucune suite municipale ne produisit jamais d'effet. En revanche, j'informai la majorité de la création d'une association qui porterait sur l'amélioration du RER D, quitte à bousculer la Présidente de Région. C'est alors que se posa la question de mon « esprit d'équipe ». Non, à aucun moment je ne m'étais engagé à servir la liste électorale avec pour seul objectif son confort. J'avais été élu par le peuple et pour le peuple, pas pour servir un parti. Cette démarche porta en partie ses fruits. Grâce à deux volontaires, Mme BONFINI et M. SAIGHI, nous avons obtenu le soutien fort de la députée de la 9e circonscription du Val-d'Oise, Madame Zivka PARK. Elle fit voter un amendement qui permet aux Maires, avant la délivrance de certains permis de construire, de saisir l'autorité des transports. Elle devra indiquer si les infrastructures peuvent accueillir de nouveaux arrivants. Désormais, les élus, et surtout ceux de Louvres, qui n'utilisent pas cet outil devront répondre des difficultés de mobilité de leurs administrés.

Retrouvez les courriers originaux dans « Correspondance ouverte avec V. PECRESSE » dans le menu de droite en cliquant [ici](#)

Ou sur ce QR CODE



Cet exemple montre à quel point enfermés dans leur dogmatisme ou leur arrivisme, certains se détournent de l'intérêt général, jusqu'à remettre en cause ceux qui le recherchent.

Seul un questionnement de chacun sur les motivations de ses choix permettra une avancée. Cela ne concerne pas seulement les dirigeants puisqu'au niveau individuel, souvent, les votes se réalisent en fonction des couleurs politiques. Demandons-nous, lorsque nous votons, si nous le faisons simplement de la même manière que ce que nous avons toujours pratiqué, ou si nous désignons un candidat parce qu'il est plus compétent. Si nous parvenons à nous débarrasser de nos a priori, alors nous influencerons la décision de nos élus qui craindront une sanction électorale. Inciter la transition de la subjectivité vers l'intérêt général constitue le cœur de ce manifeste. J'invite chacun lors de

Des dogmatiques

ses échanges politiques de famille, de voisinage, ou de toute autre occasion d'aborder la chose publique, à immiscer cette idée dans la conversation.

2024 : On brise les chaînes ?

Les élections européennes suivies de la dissolution ont fragmenté l'Assemblée nationale comme jamais depuis la 5e République. Aucun parti, n'a atteint ni ne s'est rapproché de la majorité absolue. Dès lors, beaucoup de dirigeants politiques ont compris que ni eux, ni leur parti ne pourraient s'imposer seuls. Cette période a plongé les commentateurs dans le doute et une partie de la population dans l'inquiétude. Pourtant, la Constitution avait anticipé cette situation. Au-delà de ce garde-fou, les événements ont contraint les uns et les autres à dépasser leurs idéologies restreintes et leur arrivisme. Ils ont compris que les partis devaient travailler ensemble, discuter, et accepter d'entendre leurs différences pour avancer sur les axes qui unissent les Français. Certains ont réussi, d'autres sont restés piégés dans leurs divisions internes et leur dogmatisme.

Cela montre que nos représentants ont été capables de dépasser leur dogmatisme. On peut se réjouir de cette avancée, d'autant qu'elle s'est faite sur le fond des lois importantes.

LA POLITIQUE DES CAVERNES

Cependant, ce progrès a deux limites majeures. Les dirigeants ont fait ces compromis par contrainte, pour obtenir un peu de pouvoir, et non par conviction qu'il existait au-delà de leur camp des idées valables. L'objectif est atteint, mais la méthode peut décevoir.

Le dépassement des limites philosophiques et dogmatiques reste temporaire. Aux prochaines élections législatives, un parti pourrait obtenir ou s'approcher de la majorité, et la dynamique actuelle s'effondrerait. Si ces accords sont temporaires, c'est positif, car la situation dans six mois sera différente. Mais, après la prochaine élection, la volonté de travailler ensemble persistera-t-elle sans contrainte ? On peut en douter. Une paroi de la caverne s'est peut être effondrée, forçant deux groupes à partager l'oxygène pour continuer d'exister.

Budget : le nerf de la démagogie

Le porte-drapeau du dogmatisme

Pour se défausser de ses manquements ou pour son confort, chaque caste exige des augmentations budgétaires. Les mêmes qui vilipendent les hausses d'impôts ou manifestent contre certaines taxes. Tout cela sans se demander si le financement sollicité n'aurait pas une plus grande efficacité par ailleurs.

Des dogmatiques

La crise inédite du COVID mit les hôpitaux sous tensions et les lits manquèrent. Le manque de budget devait en porter la responsabilité ! Occultons que depuis longtemps la France se place dans le peloton de tête des pays de l'OCDE en matière de dépenses de santé publique. Oublions que selon le rapport de 2019, (**Panorama de la santé 2019 : Les indicateurs de l'OCDE**) la France et l'Allemagne octroient la même part de leur PIB pour la santé, en 2e position derrière les États-Unis. Cette similarité avec nos voisins d'outre Rhin ne manquera pas de cruauté. La gestion sereine des hôpitaux allemands permet d'accueillir des Français dès la première vague ! Une telle différence s'explique principalement par une gestion plus efficace de la part des responsables hospitaliers allemands. Seuls quelques fins connaisseurs du milieu médical révélèrent les carences en matière d'administration de nos établissements. Le budget global existe, mais son utilisation souffre d'amateurisme. Cette indignation budgétaire a donc permis, à nouveau, d'utiliser une crise pour défendre des intérêts idéologiques ou corporatistes en manipulant la population. Cela demeure plus profitable aux arrivistes que de dresser un constat et d'identifier des solutions.

LA POLITIQUE DES CAVERNES

Un tabou politique

La Cour des comptes, reconnue pour son objectivité, pointe dans son rapport sur le fonctionnement des collectivités territoriales de 2016 une évolution des effectifs "pas assez maîtrisée", un temps de travail "rarement conforme à la durée réglementaire", un "absentéisme important" ou encore des politiques d'avancement à l' « impact budgétaire rarement anticipé ».

Une grande partie de la classe politique, tous bords confondus, sait que le cœur des difficultés budgétaires ne provient pas des montants alloués, mais plutôt de leur utilisation irrationnelle. Toutefois, l'exprimer leur semble politiquement trop risqué, bien que cette vérité améliorerait la gestion des deniers publics.

Prenons l'exemple des collectivités territoriales. J'ai connu durant mes mandats la fameuse baisse progressive de la DGF (Dotation Générale de Fonctionnement). Il s'agit d'une subvention annuelle versée par l'état aux municipalités ou intercommunalités. Disons-le clairement, l'ensemble des gouvernements des quinze dernières années considère que les collectivités locales produisent des budgets dispendieux. La baisse des financements vise à limiter ces dépenses excessives. En tant qu'ancien élu local, j'approuve totalement la démarche. Dans les municipalités nous pouvons proposer mieux, plus, avec moins. Encore convient-il de faire

Des dogmatiques

preuve d'efficacité politique et de mener les vrais combats. À la suite de l'annonce d'une nouvelle baisse de la DGF, nombre de mes collègues attrapèrent leur écharpe tricolore et exhibèrent leur mécontentement en se réunissant devant l'Assemblée nationale. Quelle hypocrisie ! Au célèbre « Nous sommes ici par la volonté du peuple et nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes », nous pourrions substituer « Nous sommes ici pour faire bien et nous n'en repartirons qu'avec de l'argent ». La vraie problématique, la question tabou, réside dans la productivité des agents de la fonction publique territoriale. Ce que j'ai vu, les témoignages de collègues, de fonctionnaires et d'agents contractuels en attestent : remercier environ un tiers des effectifs et réévaluer le salaire du personnel efficace engendrerait un gain budgétaire et améliorerait l'efficacité. Peu de Maires entreprendront la démarche. Cela provoquerait des perturbations politiques pour plusieurs mois ou années. Un tel allègement permettrait aux champions de la dépense publique de s'insurger bien haut. L'autre motif, malgré certains assouplissements, est plus technique. Le statut des fonctionnaires territoriaux empêche quasiment de s'en séparer sans leur accord.

Voilà pourquoi la situation d'un agent bien connu à Louvres troubla le bureau municipal. Ladite personne avait parcouru tous les services sans jamais apporter satisfaction. Le sujet revenant sur

LA POLITIQUE DES CAVERNES

la table, le Maire, décontenancé, nous révéla que « untel a fait tous les services, à nouveau ça ne va pas, je ne sais pas ce qu'on va faire ». Peut-être un peu trop spontanément, je répondis « Et bien cette personne est repartie pour un tour ! ». Aux dernières nouvelles, la balade continue.

Le maintien de tels personnels s'avère catastrophique. D'autres agents, le sens du service public chevillé au corps, ignorant leurs heures supplémentaires doivent tenter de compenser ces lacunes. Quelques assouplissements apparaissent mais aujourd'hui, le seul moyen de se séparer rapidement (en deux ou trois ans..) d'un agent consiste à lui fournir les meilleures notations possibles. Ainsi, peut-on espérer un départ à l'occasion d'une demande de mutation, et bon courage pour le nouvel employeur ! Le courage politique consisterait non pas à manifester pour obtenir davantage de subventions, mais à réclamer plus de flexibilité dans la gestion du personnel.

Toutefois, il existe une totale transparence sur ces démarches. Les demandeurs revendiquent fièrement leurs réclamations budgétaires et les élus promeuvent les financements accordés. Tout ce cinéma se déroule sous nos yeux. Tombons-nous systématiquement dans le panneau du soi-disant malheureux demandeur ? Vérifions nous sa légitimité ? Surtout, comment

Des dogmatiques

analysons-nous ces manœuvres au moment des élections ? Seules les sanctions électorales permettront d'allouer les budgets de façon efficiente.

Une boussole républicaine

Utiliser notre héritage républicain

La DDCH, la vraie !

Aider des personnes vulnérables constitue une démarche bienveillante, cohérente avec la fraternité attendue dans notre République. Il faut encourager ces initiatives. Vouloir étendre cette action solidaire et la justifier par la DDHC de 1789 relève de la plus grande incohérence. Le texte en question ne mentionne nullement ce type de valeurs. Entamer une démarche positive ne permet pas les détournements idéologiques. La DDHC appelle avant tout à la liberté et à l'égalité en droit. La propriété y est consacrée. Son article 2 énonce « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression. »

Retrouvez une hiérarchisation entre Liberté et Egalité dans « Liberté et Egalité » dans le menu de droite en cliquant [ici](#)

Ou sur ce QR CODE



Nous observons les questions sur notre avenir commun au regard de nos convictions, plutôt que du pragmatisme. Nos aïeux nous ont pourtant laissé un mode d'emploi détaillé de notre vivre-ensemble. Des écrits solennels et des valeurs émergent au prix de nombreuses batailles idéologiques ou militaires. De la Déclaration des Droits de l'Homme à notre constitution en passant par la devise républicaine, nous disposons de la matière nécessaire pour surmonter le trouble lié aux différentes. Encore faut-il s'intéresser à ce patrimoine et ne surtout pas le dévoyer. J'utilise fréquemment ce mode d'emploi de la France.

La laïcité démontre comment recourir à nos grands principes simplifie l'organisation de nos cités. Nous détaillons et remodelons parfois à l'extrême certains textes fondateurs. Ce fut récemment le cas pour la loi de séparation de l'église et de l'état de 1905. Si on met simplement en perspective l'article premier de sa version originale « La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public. » et l'article 2 de la DDHC « Art. 10. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi », nous obtenons des réponses

LA POLITIQUE DES CAVERNES

claires et potentiellement consensuelles puisque basées sur une histoire commune et non pas sur des opportunistes. La question du voile à l'école agite cycliquement la classe politique qui produit ou rénove un texte. Pourquoi ne pas permettre le port des signes religieux, notamment des différents couvre-chefs, dans les cours de récréation ? Cela correspond à la liberté de conscience. Les uns et les autres apprendront à vivre en société en côtoyant d'autres élèves, aux croyances et usages différents. En revanche, les règlements intérieurs et la politesse indiquent que l'on doit rentrer en classe la tête nue. Alors, aucun prétexte ne peut s'y opposer, afin de respecter « l'ordre public ». La religion ne peut, en France, passer avant une loi ou un règlement.

La répétition des crises, la profusion d'informations et les tribuns potentiellement charismatiques peuvent déstabiliser. Comment avancer dans une société aussi mouvante ? Lorsqu'une question politique me met en difficulté, je m'appuie sur notre héritage philosophique. J'en ai la possibilité car j'ai eu la chance de recevoir l'instruction nécessaire au sein de l'école publique et d'évoluer dans un foyer où la curiosité en la matière était encouragée. C'est pourquoi, puisqu'être Français c'est adhérer à des valeurs, je préconise d'attribuer une place centrale à ces thématiques lors des cursus scolaires.

La Vème République : un joyau

Le texte de notre Vème République nous permet de naviguer dans des périodes de crises politiques. Cette constitution a été conçue pour apporter stabilité et continuité, tout en intégrant des mécanismes qui permettent à l'État de fonctionner même en l'absence de consensus parlementaire, notamment grâce à l'article 49.3. Cependant, elle est également flexible, permettant un rééquilibrage du pouvoir entre le Président de la République et le Parlement, selon les circonstances politiques.

Prenons l'exemple des deux grandes phases du mandat d'Emmanuel Macron. Son premier mandat (2017-2022) s'est déroulé sous une majorité présidentielle claire, lui permettant d'exercer un pouvoir prééminent. Dans ce cadre, le régime présidentiel de la 5ème République a montré toute sa puissance, avec une large capacité d'action pour le chef de l'État. La centralité du Président, renforcée par le suffrage universel direct, lui a permis de faire adopter des réformes majeures, sans subir de blocages institutionnels.

Cependant, la situation a radicalement changé lors du second mandat, où, après sa réélection en 2022, Emanuel Macron a perdu

LA POLITIQUE DES CAVERNES

la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Cela a conduit à une configuration beaucoup plus parlementaire, où les discussions et négociations avec les autres partis sont devenues indispensables pour faire adopter les lois. La dissolution de l'Assemblée nationale en 2024 a encore renforcé cette dynamique parlementaire. Malgré cette instabilité, la Constitution permet toujours à l'État de fonctionner grâce à des mécanismes comme l'article 47, qui assure que le budget de l'État puisse être adopté par ordonnance si les délais parlementaires ne sont pas respectés.

Ainsi, la 5ème République est un régime hybride, à la fois présidentiel et parlementaire, qui permet de s'adapter aux crises et aux contextes politiques changeants. Cette flexibilité est l'un des héritages les plus précieux de notre système républicain, garantissant la continuité de l'État tout en s'adaptant aux réalités politiques du moment. C'est en s'appuyant sur ce cadre solide que nous pouvons continuer à progresser et à affronter les défis contemporains.

Le Revenu Républicain

Souvent baptisé revenu universel, ce dispositif revêt des qualités lui permettant de devenir un ancrage républicain fort. La France doit porter ce mécanisme et ses bienfaits qui devra remplacer tous les autres versements sociaux hors maladie et assurance

Une boussole républicaine

chômage. Le maintien de ces deux prestations prémunit contre des accidents de la vie souvent soudains et qui ne pourraient être amortis par le revenu républicain. En revanche, il n'y aura pas de cumul de l'assurance chômage et du revenu républicain. Le dispositif des retraites restera inchangé pour éviter toute injustice pour les citoyens ayant déjà cotisé durant de longues années. Un rapide calcul montre que chaque français majeur bénéficierait d'une allocation mensuelle d'environ 700€ jusqu'à la retraite. Cette démarche symbolise au mieux la recherche de l'intérêt général. Elle bénéficierait au plus grand nombre sans ne léser personne, à condition de faire individuellement preuve de responsabilité financière.

Éléments de calcul : un budget en fin d'ouvrage présente le chiffrage de toutes les propositions développées dans cet ouvrage. Cela vaut également pour le Revenu Républicain, montrant ainsi qu'appliqué dans le cadre d'une politique cohérente, son financement est réaliste

Chacune des 3 valeurs qui ornent nos bâtiments publics prendrait forme avec le Revenu Républicain.

LA POLITIQUE DES CAVERNES

Liberté : le budget, ou plutôt le défaut de budget, forme le principal obstacle à nombre de projets personnels. La crainte de perdre un revenu indispensable freine certaines ambitions. Le Revenu Républicain nous libérerait. Chacun allouant cette somme à sa convenance. Les uns se contentant de ce subside pour vivre en autosuffisance. Les autres partant à l'aventure autour du monde. Certains en épargnant la totalité pour investir. Les entrepreneurs s'appuyant sur la certitude de cette manne pour se lancer dans des projets culturels, sportifs ou entrepreneuriaux. La multiplicité des énergies libérées entraînerait un dynamisme profitable à tout le pays. Le revers de la liberté tient dans l'impérieux sens des responsabilités. Puisque le Revenu Républicain remplacerait l'ensemble des protections sociales, une gestion aléatoire mettrait en péril les citoyens trop imprévoyants.

L'égalité : Quelle mesure plus égalitaire trouver ? Du demandeur d'emploi de longue durée non éligible à l'assurance chômage au dirigeant de multinationale, chacun percevrait le même montant. Aucune distinction ne viendrait nuancer le montant ou l'éligibilité.

La fraternité : Combien considèrent que pendant qu'ils se fatiguent au travail les autres en récoltent le fruit via les aides sociales ? En parlant des autres, le sous-entendu s'oriente souvent vers les

Une boussole républicaine

étrangers ou les personnes d'origine étrangère. En outre, n'existe-t-il pas réellement certains profiteurs ? Le Revenu Républicain effacerait tous ces regards en coin et autres re-sentiments.

En plus de porter nos valeurs, le Revenu Républicain simplifierait considérablement la gestion administrative. La gestion que nécessite l'ensemble des prestations remplacées par le Revenu Républicain seraient remplacés par un simple versement sans autre critère que l'âge. Un ordinateur bien configuré doit pouvoir gérer cela en quelques secondes. Bien sûr, il faudra assurer la réorientation des personnes ainsi libérées de leurs tâches.

Par son adéquation avec nos valeurs, du fait de sa simplicité et des économies engendrées, le Revenu Républicain doit devenir le nouvel étendard que la France va porter. Il ne s'agit pas d'une simple opération de transfert mais d'un retour aux sources de la DDHC !

L'Éducation de la République

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. » Comment croire que l'enfant d'une famille d'origine étrangère élevé dans un quartier prioritaire de la ville et un autre bambin issu d'un milieu plus aisé se rendant dans une école apaisée démarrent à égalité de chances ? Chacun peut réaliser un parcours

LA POLITIQUE DES CAVERNES

ambitieux et de grande qualité. Mais les efforts à fournir atteindront-ils le même niveau ? Lorsque cela s'avère nécessaire, au-delà d'enseigner, l'école doit éduquer les enfants en difficulté. Un paradigme utile non seulement aux jeunes bénéficiaires, mais aussi à toute la nation qui bénéficiera d'une jeunesse qualifiée et sereine. L'éducation civique, en lien avec les valeurs républicaines issues des Lumières devra occuper une place importante.

L'école doit muter pour effacer cette inégalité liée à la naissance. Une telle évolution bousculera le corps enseignant et la société dans son ensemble. Il conviendra de viser la performance éducative à tout prix. Les pédopsychiatres et ingénieurs en pédagogie prendront la plus grande part à cette démarche. Dans cette optique, la pédagogie doit évoluer pour répondre aux besoins spécifiques de chaque élève, en s'appuyant sur des approches différenciées comme la pédagogie par projet, l'apprentissage collaboratif ou l'utilisation de supports multimédias adaptés. Les enseignants doivent identifier les caractéristiques d'apprentissage propres à chaque élève (visuelle, auditive, kinesthésique) et ajuster leurs méthodes en conséquence, tout en offrant un accompagnement personnalisé aux élèves en difficulté. Cela permet d'effacer les inégalités de départ en donnant à chacun les moyens d'exploiter son plein potentiel, renforçant l'égalité à la naissance et la réussite scolaire à long terme. Il s'agit là

d'illustrations. L'étude après l'école doit perdurer afin d'aider ceux qui en ont besoin pour le travail personnel.

Un enseignement efficace nécessite une éducation de qualité. L'assiduité constitue un prérequis indispensable. Les actes de délinquance devront être intégrés dans le suivi de l'élève jusqu'à l'âge légal d'éducation. Si les parents, malgré un accompagnement réel du Conseil des droits et devoirs des Familles, demeurent en difficulté, l'Education Nationale prendra le relais. Elle accueillera l'élève en internat. Loin d'une sanction ou d'une stigmatisation, il s'agit d'offrir une chance républicaine à chacun. Le coût de ce dispositif devra incomber aux parents, proportionnellement à leur revenu, à minima à hauteur de la prise en charge de l'hébergement et des repas.

Avec de telles réformes, la France disposera de jeunes adultes au niveau scolaire élevé pouvant contribuer à l'intérêt général. Tous les Français débiteront leur vie à égalité de chance.

Ces dispositifs permettront de renouer avec les fondamentaux de notre République.

LA POLITIQUE DES CAVERNES

Associations, des artères qui irriguent les villes

Au cours de mon mandat, ma délégation « vie associative » fut celle qui me marqua le plus par l'impact des associations sur les villes et du fait de l'implication des bénévoles. Maîtrisant le budget et disposant de la légitimité démocratique, la Mairie demeure le cœur d'une ville. Les associations constituent les artères qui diffusent la vie dans nos quartiers.

Les municipalités ont bien plus besoin des associations que l'inverse. Imaginons le club de football local qui accueille des dizaines ou des centaines d'adhérents. Si la Mairie lui ôtait ses aides, les dirigeants pourraient s'orienter vers une autre ville pour former une alliance. Cela se voit de temps en temps. Dans ce cas, les premiers pénalisés seront les adhérents de la ville de départ, et par conséquent, la municipalité dont on n'oubliera pas de retenir la responsabilité. Loin de telles situations, le travail entre les élus et le monde associatif doit se baser sur un partenariat et viser un objectif commun : l'intérêt général. Soulignons l'importance des associations et surtout des bénévoles. Souvent, ils maintiennent le lien social entre les adhérents ainsi qu'entre les dirigeants. Parfois, ils jouent un rôle éducatif en accueillant de plus ou moins jeunes enfants à des horaires périscolaires. Ils leur offrent un cadre organisé et détendu pour s'épanouir. L'impact sociétal est

Une boussole républicaine

immense. Je trouve maigre la reconnaissance accordée aux bénévoles qu'il faudrait valoriser.

Tout connaisseur du monde associatif comprend que les associations réalisent souvent un travail plus efficace et beaucoup moins onéreux que ce que pourraient proposer des services municipaux.

J'ai tenu ces propos, souvent en agaçant, pendant environ deux ans. On me répondait que les associations demandaient beaucoup, peut-être trop. Le discours changea lorsqu'il devint difficile de trouver des repreneurs pour l'association multisport locale. La reprise de cette institution dans la ville nécessitait de convaincre des bénévoles, mais aussi de donner un coup de pouce financier. Lorsque le choix entre fermer l'association, fournir le subside demandé ou bien municipaliser les activités s'est présenté, la juste solution fut prise en deux minutes.

C'est pourquoi je propose :

- Qu'on entérine l'expertise des cadres associatifs en leur accordant des places consultatives dans les commissions municipales en lien avec leur activité. La cohérence des mesures et surtout la rapidité de mise en place en ressortiront améliorées.

LA POLITIQUE DES CAVERNES

- Que des crédits d'impôt soient octroyés aux bénévoles. La ponction fiscale vise à servir les besoins de la société. Ce crédit accordé aux dirigeants valoriserait leur participation forte à l'intérêt général. Nous pourrions nous féliciter si cela représentait une motivation supplémentaire. Lorsque des dirigeants cessent leur activité, trouver des repreneurs relève du défi. Il arrive qu'un tel départ engendre la fermeture d'une association.

Revenu Républicain, éducation ou vie associative, voici des thématiques qui, étudiées avec pragmatisme, devraient dégager des consensus, surtout si on les observe à l'aune de notre pacte social issu des Lumières. Cette démarche pourrait s'appliquer à bien d'autres sujets. Il en existe toutefois un qui s'impose à nous. Un domaine qui mérite plus que tout autre rationalité et rassemblement, sans quoi nous disparaîtrons : il s'agit du dérèglement climatique.

Le dérèglement climatique, une aubaine pour les politiciens des cavernes.

Les multiples catastrophes ou changements naturels permettent à chacun de constater les effets du dérèglement climatique. Cette menace représente une aubaine pour certains hommes politiques

Le dérèglement climatique, une aubaine pour les politiciens des cavernes.

des cavernes. Toutes ses causes viendraient du Capitalisme. Faut-il rappeler que les pays à l'empreinte communiste la plus forte demeurent parmi les plus polluants et récalcitrants à diminuer leur impact climatique ?

La décroissance, un choix de vie mais pas une solution

Des ajustements au libéralisme et des progrès technologiques permettront de préserver notre planète.

Présenter la décroissance comme solution aux problèmes environnementaux relève du défaitisme. Il s'agit de plus d'un dévoiement de la notion de croissance. La première chose que l'on enseigne en économie, que j'ai plus étudiée que la philosophie, est sa définition, liée au concept de PIB.

Pour faire simple,

**PIB = total des productions d'un pays - Ressources
nécessaires à cette production.**

Croissance = évolution du PIB d'une période à une autre

Selon l'idée des défenseurs de la décroissance, le terme de « Déproduction » aurait été plus cohérent. En effet, la croissance peut augmenter, à production égale, si on parvient à diminuer les

LA POLITIQUE DES CAVERNES

ressources nécessaires. Grâce à ce développement durable, on préserve les ressources et le climat de notre planète. Le secteur aérien, le plus stigmatisé car fortement polluant, en illustre parfaitement la faisabilité. La direction générale de l'aviation civile a constaté une diminution de 25% des émissions de CO² par passager d'avions pour une distance équivalente entre 2000 et 2019. Les pistes pour poursuivre cette amélioration pullulent, allant de l'utilisation du numérique, à la modification du type d'énergie, en passant par l'ergonomie des avions.

La décroissance, c'est à dire limiter sa consommation ne nuit à personne, chacun peut opérer ce choix. Il s'agit d'un mode de vie tout à fait respectable mais qui ne pourra servir de solution. A l'inverse, multiplier les efforts en direction du développement durable dépassera l'intérêt général, cela sauvera notre planète.

Le sport fit partie de mes délégations. Cela ne se limite pas à la remise des coupes du tournoi annuel de football, la partie la plus sympathique. En lien avec les services techniques la bonne gestion des équipements m'était également allouée. Au prix d'un effort budgétaire, nous avons remplacées les balbutiantes lumières de nos gymnases par des LED. Cette démarche simple montre combien nous pouvons faire mieux avec moins. Les joueurs de tennis voyaient désormais les balles, les archers leur cible et les

Le dérèglement climatique, une aubaine pour les politiciens des cavernes.

gymnastes leur massues avant qu'elles ne retombent ; tout cela avec une consommation électrique considérablement réduite. A mon départ, la marge de manœuvre demeurerait conséquente en recourant à des moyens anecdotiques tels que l'ajout de boutons poussoirs sur les robinets, de détecteurs de présence pour l'éclairage ou de sas à l'entrée des équipements.

De telles rénovations forment un exemple de développement durable. La décroissance reviendrait en l'occurrence à limiter les créneaux de pratique du sport ; ces derniers manquant déjà terriblement.

Le développement durable, pour rallumer les Lumières

Liberté, nation et développement durable

Le dérèglement climatique nous offre un atout décisif : y remédier s'impose à nous pour survivre. De la même manière que la faim et une aspiration de Liberté permirent l'avènement de la République ; l'implacable contrainte climatique nous obligera à dépasser nos points de vue claniques. Voici une obligation collective qui nous sortira de nos cavernes. Voici comment s'unir contre un ennemi commun dont la défaite sauvera des vies et ne causera ni mort, ni désolation. Cette victoire s'obtiendra en préservant le cœur de la démarche des Lumières, la Liberté.

LA POLITIQUE DES CAVERNES

L'inscription « vivre libre ou mourir » gravée sur le monument central du Panthéon semble suffisamment explicite. Nous sacrifierions notre planète plutôt que de contraindre fortement nos modes de vie avec la décroissance collective. La victoire lors de la 2^{de} guerre mondiale, celles dans la course à la Lune ou la brève unité post Charlie / Bataclan proviennent avant tout d'un attachement indéfectible à la Liberté. C'est lors de crises majeures que les pays occidentaux se magnifient pour relever d'incroyables défis. Il faut concilier préservation de nos libertés, progrès techniques, mesures incitatives, pour s'orienter vers le développement durable, gage de la survie de l'Homme.

Progrès technique et évolution politique

La crise sanitaire nous a montré comment des adaptations attendues de longue date sont apparues en quelques jours. Des magasins de sport ont transformé du matériel de plongée, des industriels ont proposé des respirateurs « improvisés », des règles administratives immuables ont été levées et le télé travail s'est généralisé. Nous disposons de toutes les ressources pour atteindre les objectifs que nous décidons de nous fixer. Il ne me revient pas de lister les dispositifs techniques pour remédier au dérèglement climatique. Ce travail incombe aux ingénieurs, techniciens, inventeurs et entrepreneurs spécialisés. Un tel inventaire souffrirait d'obsolescence avant la diffusion de cet ouvrage.

Le dérèglement climatique, une aubaine pour les politiciens des cavernes.

Chaque jour, de nouvelles solutions durables apparaissent. Voici quelques innovations au potentiel immense, afin d'attester de la profusion des pistes techniques.

Le numérique connaît un nouvel élan avec l'intelligence artificielle. L'informatique quantique progresse également rapidement. Ces évolutions impacteront prochainement chaque domaine industriel. À titre d'exemple, la réduction précédemment évoquée de la consommation de carburant par les avions se doit en partie à l'intégration de système de calcul pour optimiser les paramètres de vol. Les gains de productivité engendrés permettront une réduction considérable de la pollution. Cet effet, pour être optimum, nécessitera d'orienter davantage les gains de productivité sur la diminution d'emploi des ressources naturelles que sur le gain de temps ou les profits.

En matière d'intelligence artificielle et d'informatique quantique, la France dispose des atouts technologiques pour impulser les évolutions indispensables à notre avenir. Le choix des explications quant aux technologies traitées s'oriente vers les textes les plus concrets et compréhensibles. L'objectif ne consiste pas à fournir la meilleure base théorique, mais

LA POLITIQUE DES CAVERNES

simplement pour nous, simples béotiens, à en comprendre les enjeux.

Explication par Zdnet de ce que permet l'informatique quantique :

Pour commencer, soulignons que le but de la recherche en informatique quantique est de découvrir un moyen d'accélérer l'exécution de longues vagues d'instructions. (...)

De quoi résoudre des problèmes mathématiques qui nécessitent aujourd'hui des jours de calcul sur n'importe quel supercalculateur. Certains de ces problèmes n'ont toujours pas de solution, et pourraient alors être résolus de manière instantanée.

Les modèles de changement climatique, les estimations de la probabilité de la présence d'exoplanètes dans la galaxie observable, ou encore les modèles de la capacité du système immunitaire à détruire les cellules cancéreuses, pourraient soudainement donner des résultats dans l'heure qui suit le lancement du programme.

Le dérèglement climatique, une aubaine pour les politiciens des cavernes.

Dans ce domaine, La Tribune, reprenant une étude de Wavestone et France Digitale, explique que « Malgré un écosystème très petit, la France peut s'appuyer sur une base solide - chercheurs, industriels, startups et investisseurs - pour tirer son épingle du jeu dans la bataille mondiale naissante autour de l'informatique quantique » et au niveau privé qu'« Atos s'impose comme l'acteur français de référence. Son programme Atos Quantum, lancé en 2016, est le plus important programme industriel européen ».

Définition intelligence artificielle

<https://www.accenture.com/fr-fr/insights/artificial-intelligence-index>

En bref

L'IA est une constellation de technologies capable de donner aux machines les capacités de percevoir, comprendre, agir et apprendre afin d'augmenter les capacités humaines.

Les enjeux

L'IA va transformer la manière dont les hommes travaillent avec les machines, amplifiant notre créativité et nos compétences.

Les perspectives

L'IA ouvre une nouvelle ère de disruption et de croissance, où l'intelligence humaine est renforcée par la rapidité d'exécution et la précision.

LA POLITIQUE DES CAVERNES

Les perspectives semblent encore plus prometteuses en matière d'intelligence artificielle. Le rapport de synthèse France Intelligence Artificielle nous apprend que « L'intelligence artificielle est en effet un sujet où la recherche est extrêmement fertile en France. Le paysage de la recherche française en IA se caractérise d'une part, par la diversité des thématiques abordées et, d'autre part, par la proximité avec d'autres grands domaines de recherche, en particulier les autres secteurs de l'informatique, les mathématiques, les sciences cognitives et les sciences sociales. » et que « La France dispose de chercheurs au meilleur niveau international dans tous les sous-domaines de l'IA. Elle se distingue ainsi des pays dotés d'une recherche de haut niveau mais limitée à certains aspects de l'intelligence artificielle seulement. ».

Des politiques centrées sur le développement durable

Performer dans de telles technologies, propres à limiter le dérèglement climatique, nécessite des personnels hautement qualifiés. Nous en revenons à l'importance du système éducatif

Le dérèglement climatique, une aubaine pour les politiciens des cavernes.

jusqu'au plus haut niveau. La recherche publique doit également muer pour limiter La fuite de nos cerveaux vers l'étranger.

Il existe une autre matière dans laquelle la France excelle : l'instauration et la gestion des taxes. Afin d'avoir un impact global, la taxe carbone devra évoluer pour s'appliquer en aval et aux frontières de l'espace SHENGEN. La taxation en amont ne s'applique que sur les consommations finales d'énergies fossiles, autrement dit sur votre plein de carburant. La méthode en aval porte sur l'ensemble des énergies carbonées utilisées pour produire et distribuer tous les biens et services. Par exemple, quand je retourne le clavier sur lequel je tape ces quelques lignes, je lis « Made in PCR» (fabriqué en chine). Avec le système de taxe actuel, en amont, puisque ce clavier ne produit aucune énergie et qu'il me serait préjudiciable de le broyer pour le mettre dans le réservoir de ma voiture, son prix ne comprend aucune taxe carbone. Avec la méthode en aval, son tarif intégrerait l'énergie fossile utilisée dans l'usine de son fabrication et le carburant nécessaire pour l'importer de chine jusqu'à ma grande surface préférée. Le défi porte également au territoire d'application. Instaurer une telle mesure aux frontières de l'espace Schengen nécessite l'accord unanime de ses membres. On voit l'importance de la diplomatie et de la politique internationale ! Nous devrions également assumer une réaction économique de nos partenaires. Un accord instaurant

LA POLITIQUE DES CAVERNES

la multi latéralité de cette taxe semble juste et limiterait les échanges commerciaux trop impactant climatiquement. Cette mesure limitera le recours aux énergies fossiles et encouragera les circuits de consommation plus courts donc moins polluants.

Voulant me montrer digne de la créativité fiscale de mon pays, je propose la mise en place d'une taxe semblable à la taxe carbone, s'appliquant sur la consommation de ressources naturelles. Disons « la taxe verte » ? Plus un produit ou un service consommerait de ressources naturelles, plus il se verrait taxé. Afin de ménager les plus modestes, cette imposition devrait dans un premier temps se montrer limitée. Elle ne s'appliquerait que sur les biens et services de loisirs avant de se généraliser. Elle incitera les industriels à innover en s'appuyant sur le numérique pour produire à niveau égal avec moins de ressources. Afin de ne toujours pas pénaliser les faibles revenus et de se montrer incitatif pour les entreprises, cette taxe verte pourrait remplacer une partie de la TVA. Une entreprise pourrait par exemple ne plus être imposée qu'à 15 % (au lieu de 20%) si elle se montre efficace d'un point de vue environnemental et à 25% si au contraire elle néglige cet aspect. Il s'agit de propositions et surtout d'intentions que nos experts de Bercy peaufineraient avec délectation. Il faudrait leur demander, pour une fois, d'en faciliter la lisibilité.

Le dérèglement climatique, une aubaine pour les politiciens des cavernes.

La totalité de ces ressources fiscales devra être allouée au développement durable, par la recherche, dans l'incitation à l'investissement des entreprises ou dans les aides accordées aux particuliers.

Les collectivités locales joueront un rôle prépondérant dans la politique environnementale. Une démarche d'accompagnement des petits commerçants engendrera un effet multiplicateur. Je suggère la mutualisation de sites internet permettant la commande en ligne. Les coûts s'en verront réduits pour chacun des commerçants et le consommateur accèdera à un choix étendu. Un système de livraison par véhicules propres doit se développer et faire l'objet de soutiens. Ce dispositif peut servir plusieurs commerces. La mutualisation pourra intervenir grâce aux nombreuses associations de commerçants. Ces mesures bénéficieront à l'environnement grâce :

- au fait que traditionnellement, les petits commerçants se fournissent par des circuits plus courts.
- A la livraison mutualisée via des véhicules propres, ce qui désengorgera et assainira les centres-villes.

LA POLITIQUE DES CAVERNES

Les économies de personnels réalisées au sein des collectivités locales présentées précédemment, pourront être réorientées vers cet objectif de durabilité. Les commerçants devront jouer le jeu ! Nous avons admiré leur faculté à s'orienter vers la livraison durant la crise sanitaire. Malheureusement, dès le confinement levé, la majorité d'entre eux interrompit ce service.

La taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères s'applique sur la même base à toute propriété imposée sur la taxe sur le foncier bâti. Il n'existe aucune corrélation entre le volume d'ordures à enlever et le montant payé. Il faut inverser cette tendance et rendre la somme payée proportionnelle aux ordures collectées par personne. Chacun demeurera libre de sa production de déchets, mais se verra responsabilisé financièrement.

Raviver les Lumières

Si les positionnements économiques et diplomatiques de la France au niveau international s'étiolent, notre pays conserve une aura philosophique particulière. Nous devons cela à l'esprit de la révolution et plus récemment à des positionnements politiques bien que parfois pures prises de parole. Le refus de participer à la 2^{nde} guerre d'Irak et la déclaration du président CHIRAC « notre maison brûle et nous regardons ailleurs » marqua les esprits. La COP 21 présidée par Laurent FABIUS avec l'adoption de l'objectif

Le dérèglement climatique, une aubaine pour les politiciens des cavernes.

de limiter le réchauffement climatique sous 2°C, demeure un repère. L'éclairage que la France a mondialement diffusé en matière de liberté, elle doit maintenant l'orienter vers la protection de notre planète. Son passé philosophique, ses prises de position diplomatiques contemporaines et son potentiel technologique l'obligent à jouer ce rôle.

Impulser une démarche mondiale nécessite de commencer la révolution climatique en France. Si l'optimisme semble de mise, la contrainte proviendra surtout de notre résilience individuelle. Il nous faudra produire certains efforts, notamment financiers. Les taxes précédemment évoquées, bien qu'amorties par le Revenu Républicain et élaborées pour préserver les faibles revenus, risquent tout de même d'impacter les budgets. Sommes-nous prêts à l'accepter et nous montrer cohérents avec notre souhait de développement durable ? La question se pose au regard de la mobilisation des gilets jaunes. Les sondages montrent qu'entre fin novembre 2018 et fin novembre 2019, le mouvement bénéficiait d'un soutien important allant de 45 à 55% de la population. Rappelons que les manifestations trouvent leur origine dans une augmentation du coût du carburant et surtout des taxes afférentes. A l'opposé, un sondage ODOXA révèle que « 9 Français sur 10 (87%) se disent concernés par l'avenir de la planète et 6 sur 10 estiment qu'en période de crise il faut poursuivre les

LA POLITIQUE DES CAVERNES

politiques d'environnement car celles-ci ne sont pas incompatibles avec la croissance et l'emploi (60%).» L'acquisition de la liberté et de la République se réalisèrent au prix du sang. Mettons en perspective ces conquêtes politiques et nos envies environnementales, ainsi que leurs coûts respectifs. Si nos ancêtres ont payé de leur vie la République, sommes-nous prêts à un effort financier pour la survie de notre planète ? La meilleure esquivé consistant à se dire qu'on peut éviter la contrainte budgétaire. J'attire votre attention sur les attentes de « monde d'après » en plein cœur de la crise sanitaire, et sur le fait qu'aujourd'hui déjà, nombre d'entre nous attendent avec impatience la normalisation des échanges avec l'Asie pour bénéficier de leurs produits favoris.

Nous voici face à ce que j'appelle le syndrome du dos d'âne. Une maladie bien connue des élus locaux. Hors de lui, un administré interpelle le Maire et lui demande comment il peut tolérer une telle mise en danger de la vie de ses concitoyens ! Pourquoi n'y a-t-il donc pas de dos-d'âne dans sa rue ? Alors que les autres quartiers y ont droit ! Les voitures roulent beaucoup trop vite ! Soucieux des aspects de sécurité, et des risques judiciaires, l'élu va accéder à la demande du riverain. Riverain, qui ne manquera pas à la prochaine rencontre avec l'édile de lui demander de supprimer ce

Le dérèglement climatique, une aubaine pour les politiciens des cavernes.

dos d'âne insupportable qui génère du bruit à chaque passage de voiture !

Nous en revenons à notre responsabilité collective. Si rien ne change, ce ne sera ni la faute du capitalisme ou du « système », je ne les ai jamais croisés dans la rue ! Ces concepts abstraits n'existent que parce qu'ils se composent d'individus, de nous, doués d'un libre arbitre. Si nous détruisons notre planète pour quelques euros, nous en serons démocratiquement, donc majoritairement, responsables. A plusieurs reprises, il a été noté que la recherche de l'intérêt général dépendait de notre attitude de citoyens électeurs. En l'occurrence, c'est l'avenir de l'humanité qui y est soumis.

Alors, prêt pour l'intérêt général ?

Mon parcours scolaire m'oblige à commencer cette conclusion par une synthèse. L'arrivisme et le cynisme de certains politiciens méritent d'être sanctionnés. Toutefois, en tant que citoyen, nous les choisissons puis jugeons au regard de nos affinités ou idéologies personnelles au lieu de rechercher l'intérêt général de façon rationnelle. Bien souvent, pour justifier cela, nous recherchons au microscope les fautes des candidats portant des concepts étrangers à nos propres convictions ; et nous nous montrons très cléments, voir amnésiques, avec des prétendants plus en lien avec notre doctrine politique. Ce manquement collectif implique des conséquences néfastes durables. Cela s'avère d'autant plus dommageable que la principale problématique contemporaine tient dans la question de l'intérêt planétaire.

Pourtant, en matière de développement durable ou dans les autres domaines de la vie publique, une profusion de solutions voient le jour lorsque l'on s'ouvre à l'objectivité et à l'efficacité. Certaines, proposées par votre serviteur, ont été présentées dans ce manifeste. Pour juger du sérieux de suggestions politiques, je vous ai invités à en étudier le financement et à cerner leur cohérence. Bien que ce texte ne constitue en rien un programme ni une candidature, la décence oblige à m'appliquer les conseils que je

Alors, prêt pour l'intérêt général ?

suggère pour juger les autres, au moins dans les grandes orientations. Le budget présente un financement des mesures et propositions évoquées à budget constant.

Si vous souhaitez commenter cet ouvrage, améliorer ces propositions, en suggérer de nouvelles ou tout simplement poursuivre la réflexion, toujours avec pour objectif l'intérêt général, alors je serai heureux de vous retrouver sur :



LA POLITIQUE DES CAVERNES

[@Nicolaspasturpublique](#)

[Mon blog en cliquant ici](#)



[@N Pastur](#)



<https://www.linkedin.com/company/nicolas-pastur/>



Et si vous trouvez que le travail en vaut la peine ou que vous souhaitez faciliter cette démarche en faveur de l'intérêt général, vous avez la possibilité de faire un don sur cette cagnotte Leetchi :

[Faire un don en cliquant ici !](#)



Alors, prêt pour l'intérêt général ?

Merci !

La liste de ceux qui m'ont amené, voir permis, de rédiger « La politique des cavernes » ne pourrait être exhaustive.

Je me contenterai donc ici de montrer ma gratitude à ceux qui ont débattu avec moi de certains sujets, et surtout aux primo-relecteurs, qui ont bien soufferts.

Merci également à J. TESSIER pour la réalisation de la vidéo disponible sur le blog et pour les prises de vue. Vous pouvez retrouver son travail sur <http://infos-reportages.com/>

Budget de l'intérêt général

Description	Montant annuel estimé (milliards €)	Source (Titre & Date)
--- DÉPENSES ---		
Revenu Républicain	285.6	INSEE - Population active (Statistiques 2021)
Réformes éducatives	10	Les Échos - 'Internats d'excellence : un plan ambitieux' (15 octobre 2020)
Crédits d'impôt pour les bénévoles	2	Le Figaro - 'Le modèle allemand pour le bénévolat' (20 mai 2019)
Investissement dans la recherche technologique	5	France 2030 - 'Plan d'investissement dans l'IA et l'innovation' (22 octobre 2021)
Investissement dans le développement durable	3	ADEME - 'Fonds Chaleur et transition énergétique' (17 février 2020)
Total Dépenses	305.60 milliards €	

Budget de l'intérêt général

--- RECETTES ---

Suppression des aides sociales (hors chômage et maladie)	92	Le Parisien - 'Rapport de la Cour des Comptes sur les aides sociales' (10 mars 2021)
Imposition du Revenu Républicain	70	Les Échos - 'Revenu universel imposé : combien cela rapporterait-il ?' (2 juin 2021)
Lutte contre la fraude fiscale et sociale	15	Le Figaro - 'Lutte contre la fraude fiscale' (4 novembre 2020)
Optimisation des dépenses publiques	10	Le Monde - 'Optimisation des dépenses publiques' (15 avril 2019)
Économies administratives liées à la suppression des services	9.2	Cour des Comptes - 'Suppression des services CAF/MSA' (Rapport 2020)
Fonds collectés via le Livret Républicain	34.29	La Tribune - 'Le Livret A et l'épargne des Français' (25 juillet 2021)
Taxe carbone (classique + taxe carbone aval)	70	Les Échos / OCDE / Le Monde - 'Taxe carbone et fiscalité verte' (6 juillet 2022)
Total Recettes	300.49 milliards €	

LA POLITIQUE DES CAVERNES